



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[3 728 600]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	3 899 414 460 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[3 812]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[3 552]

[] NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[4.0233]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires There has been inflation to Georgian Lari (GEL) in relation to Euro.

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : www.geostat.ge - Web-site of the National Statistics Office of Georgia
Department of Common Courts

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire**006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous**

ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	22 717 734 [] NA [] NAP	19 182 652 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	16 274 412 [] NA [] NAP	13 984 696 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	518 643 [] NA [] NAP	485 426 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	354 798 [] NA [] NAP	322 206 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	163 845 [] NA [] NAP	163 219 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	565 433 [] NA [] NAP	429 108 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	2 064 464 [] NA [] NAP	1 936 934 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	648 890 [] NA [] NAP	27 509 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	183 512 [] NA [] NAP	142 128 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	2 462 380 [] NA [] NAP	2 176 852 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The savings received as a result of conducted tender; Remained unused funds from signed service contracts during the year, The construction of the new building of the Tbilisi City Court has not started, No bonus was paid to employees.

Other - Business trip, Goods & Services for Office, Uniform, Vehicle Fuel, Repair & Insurance, Judges' Apartment Rent, Funds allocated from the budget for the High School of Justice in addition to the funds provided for training).

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

GENERAL COURTS DEPARTMENT

HCOJ

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : Exceptions to the rule could be socially vulnerable group and others provided by Article 5 of Georgian Law about State Tax.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- In the court of first instance tax is 3% of the value of the dispute subject (but not less than 100 gel). In the court of second instance tax is 4% of the value of the dispute subject (but not less than 150 gel) In the court of highest instance tax is 5% of the value of the dispute subject (but not less than 300gel) This and additional rules and methodology of calculation of court taxes and fees are defined in Article 39 of Georgian Civil Procedure Code

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[90]

[] NA

[] NAP

Commentaires In this case court fee is 90€ (3% of the debt amount).

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[3 826 876]

[] NA

[] NAP

Commentaires Annual income of court fees received by the state in 2020 in the national currency of Georgia - GEL is 6.95% lower than the income received in 2018, however, the depreciation of the GEL against the Euro (01.01.2019 Euro / GEL - 3.0597, 01.01.2021 Euro / GEL - 4.0233) led to a nearly 30% reduction in annual court fee income depicted in euros in 2020 compared to 2018.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	2 115 546 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	1 947 081 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Due to the fact that the Public Advocates of the Legal Aid Service receive a monthly salary, it is therefore impossible to calculate the cost of each case or consultation.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui () Non [X] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires According to the law on 'State Fees" (art. 5, par. 1, 11), the socially vulnerable parties registered in the database are exempt from the court fees.

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The costs of the process are court costs (fees) and extra judicial costs (lawyer services), the beneficiaries of the legal aid service are socially vulnerable persons who are exempt from paying the fees, and the lawyer costs are reimbursed by the service. Please see <http://www.legalaid.ge/en> By the legislation of Georgia, costs of the process are court costs (fee), and extra judicial costs (lawyer services). According to the Law of Georgia On State duty (Article 5, paragraph 1 , sub-paragraph U), institutions (organizations) whose costs are financed only from the state budget (such as Legal Aid Service of Georgia) are exempt from paying any fee. Beneficiaries of the Legal Aid Service are fully exempted from paying the state fee for civil and administrative cases. Free legal aid implies that all costs are covered by the state, but while covering these costs, there is no actual transfer of funds from Legal Aid Service budget. Legal Aid Service does not have to pay any funds in the form of state fees, therefore these costs are not calculated when planning the budget of the Service.

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	12 266 476 [] NA [] NAP	11 275 060 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The Prosecution Service of Georgia (PSG) finances trainings of prosecutors through its budget. There is no separate budget for it. See the numbers above. The implemented budget is different from the approved budget because of not conducting certain planned activities in 2020, due to the COVID-19 pandemic.

The information on the budget of the Prosecution Service of Georgia (PSG) was mistakenly provided in GEL. In EUR the approved budget is 12 266 476, while the implemented budget is 11 275 060.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : The "Other" is the Department of Common Courts, lepl of the High Council of Justice of Georgia, "Inspection body" is the State Audit Office of Georgia.

The Supreme Court does not participate either in preparation of the total court budget or in management and allocation of the budget among the courts (probably in 2018 the answer "yes" was incorrectly marked in this part).

The Supreme Court has a separate budget from other courts.

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[X]
Nombre de juges/non juges	[X]	[X]
Nombre d'affaires nouvelles	[]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[]	[]

Nombre d'affaires terminées	[]	[]
Autre	[]	[]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : The "Other" is the Department of Common Courts, lepl of high council of justice of Georgia.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Question 6. Law of Georgia on State Budget of 2020; Plan of the Department of Common Courts on State Procurement of 2020
Question 8. Law of Georgia on State Fees
Question 9. Consolidated budget revenues of Georgia

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice



015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
------------------------	-----------------------

Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	74 049 909 [] NA [] NAP	69 288 567 [] NA [] NAP
---	---------------------------------	---------------------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui (X) Non [] NAP
Cour constitutionnelle	() Oui (X) Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	() Oui (X) Non [] NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui (X) Non [] NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non [] NAP

Notariat	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	() Oui (X) Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non [] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	() Oui (X) Non [] NAP
Autres	() Oui (X) Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : <http://treasury.ge/5741> Execution of 2020 state budget payments.

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- Pursuant to the legislation of Georgia there is three-tier system of common courts of Georgia: The first instance courts – District/City Courts, the second instance courts – Courts of Appeals and the third instance court – the Supreme Court of Georgia. The court administration in all three instance courts is carried out by the Chairperson of particular court with the assistance of a court manager, who is authorized to manage the administrative Office of a court. In accordance with Article 21.1 of the organic law of Georgia “on common courts” (the organic law) the Chairperson of the Supreme Court shall be entitled inter alia to provide overall management of the activity of the Supreme Court; to serve as the chairperson of one of the Chambers of the Court; to preside over the sessions of the Plenum and the Grand Chamber of the Supreme Court and, if necessary, the sessions of the Chambers of the Supreme Court; to communicate on behalf of the judiciary with the other branches of state authority, the media and the population with regard to general issues of justice in Georgia; to lead the operation of the Office of the Supreme Court; to adopt decisions on the appointment to the position (recruitment) and discharging from the position (dismissal from office) of public servants of the Office of the Supreme Court.

In accordance with Articles 25.1 and 32.2 of the organic law the Chairpersons of the Court of Appeals and District/City Court, beyond the judicial performance shall: supervise the operation of the Court Office, adopt decisions on the appointment to the position (recruitment) and discharging from the position (dismissal from office) of a court manager, head of the Bailiffs Office, a court bailiff, assistant to the judge and a secretary of the court session; impose measures of disciplinary liability prescribed by the Law of Georgia “on Public Service” upon the court manager and the other public servants of the Court Office; under the procedure determined by the legislation of Georgia ensure generalisation of applications, complaints and proposals of citizens, and submit materials of the generalisation to the High Council of Justice (the HCoJ); organise the operation of the court, examine and generalise information on case-flow management (including the indicators of filing and resolving of cases, time limits of the proceedings, reasons for adjournment of sessions and impediment of proceedings), and submit, at least annually, this information to judges and the HCoJ; within the scope of his/her competence, take measures for eliminating the systemic reasons that impede the proceedings; ensure the observance of the order in the court, have the right to introduce rules for checking participants and attendees of the process before beginning of a session and to prohibit the admission of certain items into the court building or courtroom to ensure the safety of the session; also have the right to limit the number of attendees of a session depending on the courtroom space; if the order in the court is violated, any contempt of court is expressed or the normal operation of the court is interrupted, have the right to subject the offender to the measures provided for by the procedural legislation of Georgia, etc.

In order to ensure the effective and efficient court administration and to relieve judges/court chairpersons from administrative tasks, in 2011 the institution/the position of a court manager has been introduced. A court manager shall manage the operation of an administrative office of a court. The court manager shall, under the procedure determined by the legislation of Georgia, appoint and dismiss employees of the Office of a court (except for the head of the Bailiffs Office, a court bailiff, assistant to the judge and a secretary of the court session).” The administrative Offices of the courts are created in order to administer justice without delay, study and generalise judicial practice, analyze judicial statistics, and support any other activities of courts.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The Prosecution Service of Georgia consists of the Office of the Prosecutor General, the Prosecutor’s Offices of the Autonomous Republics of Abkhazia and Adjara, the Tbilisi Prosecutor’s Office, the Regional Prosecutor’s Offices and the District Prosecutor’s Offices. The General Prosecutor of Georgia is at the top of the managerial hierarchy, followed by the First Deputy General Prosecutor and 3 Deputy General Prosecutors. The General Prosecutor undertakes the overall management of the Prosecution Service together with his/her deputies, while the heads of the Prosecutor’s Offices of the Autonomous Republics of Abkhazia and Adjara, the Tbilisi Prosecutor’s Office, the Regional Prosecutor’s Offices and the District Prosecutor’s Offices manage the subordinated territorial offices of the Prosecution Service. The organizational chart of the Prosecution Service of Georgia is available here:

<https://pog.gov.ge/en/structure>

<https://pog.gov.ge/en/district-structure>

The main responsibilities of the management of the Prosecutor’s Office include, per the areas and scope of their competence:

Distribution of tasks among subordinated prosecutors and ensuring equal workload;

Supervision over the fulfilment of the legislative obligations by the subordinated prosecutors;

Supervision over the fulfilment of the policy guidelines by the subordinated prosecutors; Monitoring the other elements of the work performance of the subordinated prosecutors; Undertaking the vested functions under the Criminal Procedure Code of Georgia, i.e., reviewing complaints regarding the activities of the subordinated prosecutors and issuing consents for carrying out certain procedural actions;

Identifying the areas of improvement and issuing or recommending (depending on the managerial level) new or adjusted policy guidelines; Monitoring the implementation of the work discipline.

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Legal advice is available to anyone on any legal matter at the expense of the state.

Drafting legal documents, representation in court in administrative and civil cases and in the administrative body, as well as in criminal proceedings are available at the expense of the state in cases provided by law.

According to the Georgian Law on Legal Aid, Art 5, In civil and administrative cases legal assistance (representation in court, representation in an administrative body) is provided if the case meets the criteria of importance and complexity.

Legal aid regardless of solvency is provided to the following persons (special mandate):

- For the recipient of support (A recipient of support is an individual who has solid mental/intellectual disorder while the interplay of these disorders and various barriers may prevent him/her from fully and effectively participating in public life under equal conditions enjoyed by others) whose status is to be recognized by the court, as well as for the recipient of support who is a party to a civil and / or administrative case, unless he or she has chosen a private lawyer.
- For the asylum seeker, as well as for the person under international protection, whose dispute over the request for international protection is to be examined by a court, unless he / she has chosen a private lawyer.
- For a woman victim / alleged victim of violence / domestic violence, when the court is examining issuing a protective order to protect the victim / alleged victim and to restrict certain actions of the abuser, unless she has chosen a private lawyer.
- Victims of domestic violence in civil and administrative cases related to domestic violence, unless he or she has generally chosen a lawyer.
- For all juveniles in criminal, civil and administrative cases, unless he / she has generally chosen a lawyer. At any stage of the criminal case, the accused / convict from 18 to 21 years enjoys the right to legal aid, unless his / her lawyer participates in the case (defense by agreement).
- In criminal, civil and administrative matters for persons with disabilities, unless he or she has chosen a private lawyer.

Legal aid (representation in an administrative body / court) in civil and administrative proceedings, depending on the importance and complexity of the case, is provided in all cases if the person meets the insolvency criteria.

Moreover, The Director of the Legal Aid Service may decide on granting legal aid to a person who is not a family member registered in the Unified Database of Socially Vulnerable Households on the basis of criteria set by the Legal Aid Council.

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- () Oui
 (X) Non
 [] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	13 324 [] NA [] NAP	4 769 [] NA [] NAP	8 555 [] NA [] NAP
En matière pénale	9 755 [] NA [] NAP	1 774 [] NA [] NAP	7 981 [] NA [] NAP
En matière autre que pénale	3 569 [] NA [] NAP	2 995 [] NA [] NAP	574 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The decrease in the number of cases produced by the Legal Aid Service compared to previous years is due to the spread of the new Corona virus.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	2 [] NA [] NAP

Durée moyenne réelle	2 [] NA [] NAP
-----------------------------	------------------------

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : Georgian Law on Legal Aid stipulates that this procedure takes maximum 2 days.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Legal advice is available to anyone on any legal matter at the expense of the state. Drafting legal documents, representation in court in administrative and civil cases and in the administrative body, as well as in criminal proceedings are available at the expense of the state in cases provided by law.

Legal aid can be granted to an insolvent defendant if he / she requests the appointment of a lawyer or there is a case of mandatory defence (Art.45 criminal procedure code of Georgia) and a private lawyer hired by the accused does not participate in the criminal case (protection by agreement).

Insolvent person means a person registered in the unified database of socially vulnerable households with the ranking score of 70 000 and less, as well as individuals falling under specific categories with the ranking score of 100 000 or less are eligible to free legal aid at the Legal Aid Service.

In criminal cases, Legal aid can be granted to an insolvent defendant if he / she requests the appointment of a lawyer or there is a case of mandatory defence (Art.45 criminal procedure code of Georgia) and a private lawyer hired by the accused does not participate in the criminal case (protection by agreement). As for the victims, LAS provides free legal aid when the client is a minor.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non [] NAP
Victimes	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires Services provided by LAS is of a voluntary nature and the client himself/herself decides whether or not to defend his rights with the assistance of the counsel. However, the Georgian legislation defines the cases in which the appointment of the counsel does not depend on the will of the party (Art.45 criminal procedure code of Georgia lists the cases of mandatory defence).

After the client addressed LAS for its services and the case falls within the scope of LAS mandate, an attorney is appointed by the rules of the Case Allocation System, which means that cases are distributed among lawyers depending on their workload through an online case management platform – CaseBank.

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The Legal Aid Service provides full free legal aid to those who have the status of an accused, as well as in cases of compulsory defense provided by the Criminal Code.

Any person is able to enjoy free legal aid in civil and administrative cases, if he / she is insolvent and the case is important and difficult.

The categories of persons benefit from free legal aid (preparation of documents, representation in court) are as follows:

- Victims of violence against women and domestic violence
- Minors
- Individuals with disabilities
- Support recipients
- Asylum seekers and persons under international protection.

In exceptional cases, the Director of the Legal Aid Service is authorized to appoint a lawyer to the individual if the latter has severe social-economic conditions and meets the criteria set by the Legal Aid Service Board.

Legal aid can be granted to an insolvent defendant if he / she requests the appointment of a lawyer or there is a case of mandatory defense (Art.45 criminal procedure code of Georgia) and a private lawyer hired by the accused does not participate in the criminal case (protection by agreement).

Insolvent person means a person registered in the unified database of socially vulnerable households with the ranking score of 70 000 and less, as well as individuals falling under specific categories with the ranking score of 100 000 or less are eligible to free legal aid at the Legal Aid Service.

The change is caused by the amendments to the Law of Georgia on Legal Aid.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : According to the Georgian Law on Legal Aid, Art 5, In civil and administrative cases legal assistance (representation in court, representation in an administrative body) is provided if the case meets the criteria of importance and complexity.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale
- un autre juge ou fonctionnaire
- une instance extérieure au tribunal
- plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires The only institution that decides whether to grant or refuse the legal aid is the Legal Aid Service. Legal aid can be provided to a person both at the request of the court and the investigative body, as well as on the basis of a personal application. Refusal may be made by the court and the legal aid service.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? In 2018, the system operated in test mode, but did not work.

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués : Courts in Georgia distribute the legal costs amongst the parties at the end of proceedings, but it happens in civil cases only and if it is demanded by the party itself.

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Legal Aid Service.

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> matsne.gov.ge	<input type="checkbox"/>

A la jurisprudence des juridictions supérieures	<input checked="" type="checkbox"/> supremecourt.ge; eccd.court.ge	<input type="checkbox"/>
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> hcoj.gov.ge	<input type="checkbox"/>
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> ecourt.ge; hcoj.gov.ge/	<input type="checkbox"/>

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : There are downloadable claim and Counterclaim forms on hcoj.gov.ge and online registration is possible on ecourt.ge

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

Oui, toujours

Non

Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : In terms of Diversion and Restorative Justice, a person under the age of 21, who is in conflict with the law can access the information system through the Diversion and Mediation website, as well as a social network. The website is tailored (child-friendly blocks) to the persons, who are in conflict with the law and their parents/guardians. Children under the age of 14, children with difficult

behavior, their parents, and carers can access information via a 24-hour hotline, social networking site, and information booklet. All the beneficiaries of the Agency can receive exhaustive information and assistance through social networks and hotlines. Diversion-Mediation website; 24-hours hotline of National Agency for Crime Prevention and Probation; 24-hour hotline of Referral Centre; social networking site of National Agency for Crime Prevention and Probation.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : According to Article 81(3) of the Code of Georgia on Civil Procedure, during civil proceedings the rights and interests of minors, from age 7 till 18, are protected by their parents, adoptive parents or care givers. In such cases the court is obliged to involve minors in the proceedings. The same rule applies to administrative cases.

In criminal proceedings minors can participate as witnesses. Under the age of 14 they can participate only in case if their legal representative agrees on questioning the minor and also agrees to take a part in a court hearing. From the age of 14 till 18 minor can participate only in case if she/he can verbally or in other form tell the important information concerning the case.

According to Criminal Code of Georgia, the age of criminal responsibility is 14. Therefore, persons from the age of 14 till the age of 18 are called juvenile offenders.

Criminal proceedings for juvenile offenders are different than those of full aged offenders, and are subject of the following different criminal regime:

- The length of sentences for juvenile offenders are lower;
- Only the judge with a specialized training in juvenile matters and psychology can participate in a court hearing where the offenders are under aged;
- Usually court hearings are public, but when there is the case of juvenile offender, for the sake of the youth the court hearing is closed;
- Juvenile offenders should a priori be represented by a qualified lawyer.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

[X] Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une

manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]14 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre).

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
---	---	---

Commentaire

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
 Capacité de discernement
 Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- [14]
 NA
 NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

- [14]
 NA
 NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : If there is a probable cause that a minor has committed a minor or a serious crime, the possibility of applying diversion shall be considered in the first place and it shall be evaluated whether diversion can ensure the re-socialisation and rehabilitation of the minor and the prevention of a new crime.

Fixed-term imprisonment may be imposed on a minor if he/she has committed a serious or a particularly serious crime, if he/she has avoided serving a non-custodial sentence, and/or a judgment of conviction has been delivered against him/her in the past. For minors aged between 14 and 16, the imposed sentence shall be reduced by one third. In addition, the final sentence shall not exceed 10 years. For minors aged between 16 and 18, the imposed sentence shall be reduced by one fourth. In addition, the final sentence shall not exceed 12 years. Paragraphs 2 and 3 of this article shall apply irrespective of the circumstances provided for by Article 76 of this Code.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
 Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
 Oui, toujours
 Non

Commentaire The victims of crime may seek compensation for the material, moral and/or physical damages suffered as a result of a criminal activity. In case the damage emanated from the state, the source of the compensation will be the state budget. In other cases where the damage resulted from the offender – private person, the damages will be recovered from the offender. In both cases the basis for the compensation is the court decision. In order to obtain compensation the victim is entitled to file a civil complaint through the civil

procedure outside the criminal or administrative cases. Moreover, according the Article 92 of the Criminal Procedure Code of Georgia, the victim has a right to seek compensation through civil or administrative proceedings, if there was wrongful or unreasoned decisions made against him/her during investigation or at court hearings.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Criminal Procedure Code of Georgia, the prosecutor is responsible for granting the status of victim to a person and informing him/her about his/her rights.

The Prosecutor is obliged to send to the victim the decree on termination of investigation/prosecution within one week after rendering the decree. In case of renewing the prosecution, the prosecutor shall inform the victim on this matter. Before terminating the prosecution, using discretionary power, applying diversion, or concluding a plea agreement, the prosecutor shall consult with the victim.

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Prosecutors play active role with respect to the protection and assistance of minor victims. For instance, in 2020, the Prosecutor's Office referred 31 minors who were victims/possible victims of violence to LEPL Agency for State Care and Assistance For the (Statutory) Victims of Human Trafficking.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : According to the Criminal Procedure Code of Georgia, the victim can appeal to a superior prosecutor the decree of the prosecutor on termination of investigation and/or prosecution. The decision of the superior prosecutor on this is final and cannot be appealed, unless the crime concerned belongs to the category of especially grave offences or it is under the investigative competence of the State Inspector Service.

If the decision of a superior prosecutor qualifies for appeal, the victim concerned can appeal it to the court. The court issues the final judgement on the matter.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : According to Article 1005 of the Civil Code of Georgia, the person has a right to seek compensation for damages by submitting civil complaint in case of wrongful arrest and/or wrongful conviction (same right is provided by Article 92 of the Code of Criminal Procedure).

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : PSG has not conducted surveys aimed at prosecutors during the reference year.

On 17 December 2018, the High Council of Justice of Georgia adopted the decision (1/290) on approving the rule for conducting surveys on the satisfaction of the court users (parties, lawyers, prosecutors, etc.). Based on the decision, the surveys are conducted once in every six months, pursuant to the approved rule and questionnaire. Since 2019 the court users' surveys has been conducted three times: twice in 2019 and once in 2020.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

Oui, veuillez préciser :

Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires The Office of an Independent Inspector was established in 2018 on the basis of legislative changes, during which a particularly large number of complaints were filed with the Office of the Independent Inspector. And in 2020 the number of complaints was reduced due to the global pandemic and restrictions imposed in the country.

Georgian legislation does not provide for compensation. In the 2018 data, a technical error was made, which was later corrected.

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Instance supérieure	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Ministère de la Justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	151 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : As a result of judicial reform, the Institute of Independent Inspector was established in 2017. Only an independent inspector is authorized to conduct an in-depth preliminary examination / investigation of a complaint against judges. According to the organic law, if during the preliminary examination and investigation of a disciplinary case an independent inspector is convinced that there are signs of a criminal offense in the case, s/he is given the opportunity to submit a substantiated submission to the High Council of Justice to decide on the transfer of case materials to the Prosecutor's Office. Interference in the activities of an independent inspector is not allowed, an independent inspector is obliged to conduct a preliminary examination and investigation of a disciplinary case objectively, thoroughly and impartially.

The High Council of Justice, on the basis of the conclusion prepared by the independent inspector after the preliminary examination of the case, makes a decision to terminate the disciplinary proceedings against the judge or to initiate disciplinary proceedings against the judge. Following the initiation of disciplinary proceedings against a judge, the High Council of Justice of Georgia shall make a decision on disciplinary action against a judge or termination of disciplinary proceedings against a judge. When the High Council of Justice decides on the disciplinary action of a judge, the case is referred to the Disciplinary Board of Judges of the Common Courts, which is authorized to review disciplinary cases against judges. And decisions made by the Disciplinary Board may be appealed to the Disciplinary Chamber of the Supreme Court.

The Office of the Independent Inspector was established in 2018 on the basis of legislative changes, during which a particularly large

number of complaints were filed with the Office of the Independent Inspector. And in 2020 the number of complaints was reduced due to the global pandemic and restrictions imposed in the country.

Georgian legislation does not provide for compensation. In the 2018 data, a technical error was made, which was later corrected.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	26 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	29 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are 26 first instance (district/city) courts in Georgia, covering all territorial units of Georgia.

In order to cover all Municipalities of Georgia the composition of a district (city) court may include magistrate judges as well. A magistrate judge is a judge of a district (city) court who exercises judicial functions in an administrative-territorial unit (Municipalities) within the jurisdictional area of the district (city) court.

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	26 [] NA [] NAP
Le licenciement	26 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	26 [] NA [] NAP
Faillite	26 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Technically, Georgian law does not provide the term for small claims, however, according to the Civil Procedure Code Magistrate judges shall hear at the first instance the following cases:

- a) property disputes, provided the value of the action does not exceed GEL 5 000;
- b) non-contentious and summary proceedings, except for adoption cases, and summary proceedings for claims for damages and cases relating to declaring the property ownerless, if the value of the claim or property exceeds GEL 5 000;
- c) disputes related to family law matters, other than adoption, deprivation of parental rights, establishment of paternity and divorce cases, provided there is a dispute between the spouses over the custody of the child.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[1 610]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The High Council of Justice

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et

spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	329 [] NA [] NAP	152 [] NA [] NAP	177 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	219 [] NA [] NAP	102 [] NA [] NAP	117 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	90 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP	51 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	20 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : An increase of number of judges of the second instance courts and the Supreme Court of Georgia was a result of filling of vacancies which existed in the system.

Between 2018 and 2020 there were only 8 judges at the Supreme Court of Georgia and 20 places were vacant. Total number of judges at the Supreme Court of Georgia is 28.



=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 – 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	329 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	174 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	89 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	66 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Première instance	219 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	126 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	58 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Deuxième instance	90 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Cours suprêmes	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	17 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires The number of chairpersons was reduced due to the fact that chairpersons in specific courts were re-appointed in other courts (Ozurgeti, Gori, Mtskheta), and one of the chairpersons was elected as a judge in the Constitutional Court. No chairman of that court was appointed for the reporting period. This led to this difference.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non
[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez

préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()
Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires According to Article 226.1 of the Code of Criminal Procedure, a case falls within the jurisdiction of the jury in case of: Murder; Murder under aggravating circumstances; Intentional infliction of grave injury that has caused death; Intentional grave bodily injury in relation to the official or public duties of the victim or the victim's close relative, or related to hostage taking or in a manner that intentionally endangers the life or health of other persons or aimed at concealing or facilitating any other crime which has caused the loss of life; Intentional grave bodily injury caused by the offender knowingly to a pregnant women or by the offender knowingly to a minor or a helpless person or with hooligan motives or due to racial, religious, national or ethnic intolerance or by more than one person that caused the loss of life; Intentional grave bodily injury to two or more persons or with the extreme cruelty or for mercenary purposes or by contract or aimed at transplanting or otherwise using an organ, part of an organ or tissue of the victim's body or repeatedly (except for the murders provided for by Articles 110-114 of this Code) or by a person who has previously committed the murder that caused the loss of life; Certain cases of violence; Trade in human organs; Certain cases of unlawful imprisonment; Taking a hostage; Certain cases of threat of torture; Malicious criminal prosecution of innocent persons accompanied by a charge of a serious or a particularly serious crime; Intentional illegal detention or arrest; Illegal placement or detention in a psychiatric hospital; Certain falsification; Manufacturing, import or sale of products hazardous to human life or health that caused the death of the victim or resulted in other grave consequences; and Explosion.

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[75]

[] NA

[] NAP

Commentaires



=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 585 [] NA [] NAP	559 [] NA [] NAP	1 026 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	710 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP	596 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	80 [] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP	38 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	792 [] NA [] NAP	403 [] NA [] NAP	389 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : Trainees are not included.

One of them was appointed as a judge on December 1, 2020. As of December 31, 2020 (data filled according to the positions of existing employees as of that date) no new employee has been hired for this position.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

Total	Hommes	Femmes
-------	--------	--------

Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	1 782 [] NA [] NAP	637 [] NA [] NAP	1 145 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 293 [] NA [] NAP	464 [] NA [] NAP	829 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	292 [] NA [] NAP	95 [] NA [] NAP	197 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	197 [] NA [] NAP	78 [] NA [] NAP	119 [] NA [] NAP

Commentaires Trainees are not included in the number of employees indicated in questions 52 and 52-1.

Total number of non-judge staff at the Supreme Court increased because number of new judges were appointed and court requires additional staff.

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : According to Article 3161 of the Code of Civil Procedure of Georgia, cases involving finding the facts of legal significance (request for a change of name, establishment of paternity etc.) may be considered by a professional judge or by a relevant employee.

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel

- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Data received from the Department of Common Courts of Georgia (see www.court.ge).
 Data received from the High Council of Justice (see www.hcoj.gov.ge).

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	414 [] NA [] NAP	282 [] NA [] NAP	132 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : PSG is not organised according to the court instances. Its structure is as follows: District Prosecutor's Offices; Regional Prosecutor's Offices; Tbilisi Prosecutor's Office; Prosecutor's Offices of the Autonomous Republics of Adjara and Abkhazia; and the General Prosecutor's Office
 Each structural body of PSG has prosecutors and management subordinated to the General Prosecutor and other prosecutors in the hierarchy.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

- () Oui
- (X) Non

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 - 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	55 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]

NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=



060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	363 [] NA	191 [] NA	172 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecution Service of Georgia

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Article 35(7) of the Organic Law of Georgia "on Common Courts", states that the competition for holding a position of a judge must be conducted in full compliance with the principles of objectivity and equality and during the competition, equality of candidates for judge must be guaranteed regardless of their gender.

The current version of the Organic Law of Georgia on Common Courts in 2018 also stipulated the obligation to conduct the competition for the selection of judges in accordance with the principle of equality, however, when filling in the data for 2020, it was considered expedient to refer to the mentioned provision.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : see question 61.3.1.

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	(X) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] () Non

Commentaires It is one of the fundamental principles of the legislation of Georgia that discrimination in any form, including based on gender, is strictly prohibited. The above-mentioned principle is also enshrined in the Organic Law of Georgia on Prosecution Service. Respectively, the legislation of Georgia effectively protects individuals from discrimination. Additionally, there are specific provisions in the Organic Law on Prosecution Service aiming at facilitating the gender balance during the nomination of the General Prosecutor and election of prosecutor members of the Prosecutorial Council. Namely, according to the said provisions, following consultations, the Prosecutorial Council selects three candidates for the position of the General Prosecutor out of which 1/3 must belong to different gender; while out of eight members of the Prosecutorial Council elected by the Conference of Prosecutors, 1/4 must be of different gender. Meanwhile, protection of gender equality is the policy priority for the Prosecution Service of Georgia (PSG), which is also indicated in the HR policy section of the official website of the Office. In line with this priority, PSG pays great attention to ensuring the gender balance during the recruitment and promotion of prosecutors.

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	(X)	()
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. NAP

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : In 2020, in collaboration with the UN Women, a gender audit was conducted aiming at assessing the gender mainstreaming in the Prosecution Service.

les mesures prévues (veuillez préciser) : N/A

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires No additional comments.

[] NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- [] Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- [X] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- [] Autres études, veuillez préciser:

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence : In October 2019 Council of Europe presented the results of the study on "The main factors contributing to the underrepresentation of women judges in the management of the common courts in Georgia", conducted by the "Applied Research Company". Interestingly, the research demonstrated that the judges themselves do not believe the system facing the challenge associated with gender. It is not the discriminatory approach, but the lack of willingness among women to apply for managerial positions. The research identified time poverty as a barrier for women to achieve career advancement, as unlike their male counterparts, women judges often struggle to balance work and family responsibilities. The study found that the burden of administrative tasks related to the managerial position in the judiciary makes it less attractive to women. "The main factors contributing to the underrepresentation of women judges in the management of the common courts in Georgia", available at: <https://rm.coe.int/study-main-factors-contributing-to-the-under-representation-of-women-j/1680986e7d>

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<p>() Définies et coordonnées au niveau national par une institution</p> <p>() Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions</p> <p>(X) Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante</p> <p>() Autre</p>

Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
---------------------------------	--

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

les processus opérationnels

la charge de travail

les ressources humaines

les coûts

autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) During our work, no independent or global information systems security policy audits or other documents have been circulated in the judiciary.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The extent of the rights granted to citizens in the specific framework of software used by courts. This issue is regulated by the Law of Georgia on Personal Data Protection. According to Article 26 of the law, a data subject has the right to apply to the State Inspector's Office or a court in accordance with the law in case of violation of the rights provided by this law, and if the data processor is a public institution, a complaint can also be filed with the same or higher administrative body.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data

Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : June 2019 the new webpage (<http://ecd.court.ge/>) had been launched for publication of all court decisions. By the law in force at the launching date, the HCJ had the obligation to publish the decisions with covered/redacted personal data. Therefore, the HCJ started uploading the redacted court decisions gradually. At the same time, in June 2019, the Constitutional Court of Georgia declared unconstitutional the aforementioned legislative provisions that limit the access to the court rulings made at an open hearing and the personal information contained within. The Court decided that court decisions are of particular public interest and access to them are crucial for controlling the judiciary, raising public trust towards the court system and ensuring a right to a fair trial and legal security. Therefore, the argued provisions have been declared invalid. As soon as the Parliament of Georgia adopts the new regulation in line with the decision of the Constitutional Court of Georgia, the HCJ will continue uploading court rulings in compliance with the legislative amendments.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

() Oui

(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	--

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	(X) dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) Non
	(X) non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The court system uses the electronic case distribution system, which has been introduced across common courts since 2018, to calculate the workload of judges. As for the burden on the prosecutor, the judiciary does not in itself have an obligation to assess the workload of prosecutors, but in the interests and demands of the prosecution, the court’s electronic system provides e-mail. The service automatically shows the time spent at the prosecutors’ meeting, which ultimately participates in the prosecution system in their workload calculation coefficient.

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires Electronic registration service ecourt.ge has been launched in the system of common courts, which allows individuals and legal entities to send cases electronically. The legislative framework for its use was adopted by the High Council of Justice decree 1 / 209 of December 6, 2013

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires There is the possibility to try online mediation at all stages of court hearing (also, this includes the possibility of non-formal format, called: "informational sessions" with mediators if all parties agree to it, or there is mechanism - judge's order about transferring of the case to the mediation with or without parties agreement, which can be used at any court hearing stages, including the preparatory hearing with the judge.

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires Electronic registration service ecourt.ge has been launched in the system of common courts, which allows individuals and legal entities to send cases electronically. The legislative framework for its use was adopted by the High Council of Justice decree 1 / 209 of December 6, 2013

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The High Council of Justice adopted the effective communication standards for the court staff,

for the improvement of the functioning of courts. It also adopted court forms, namely: forms of claims and petitions on civil and administrative cases, forms of complaints in the Courts of Appeal and the Supreme Court that are available on the website of High Council of Justice.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[X] taux de recours

[X] clearance rate

[] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Overall quality of prosecutorial activities.

The PSG introduced the performance appraisal system of prosecutors in 2017, based on the Order of the Chief Prosecutor. Since December 2018, it is enshrined in the Organic Law of Georgia on Prosecution Service. The PSG conducts the performance appraisal of prosecutors once in 2 years, using the special personnel and electronic criminal case management system. The PSG takes into account the performance appraisal results for deciding the matters of promoting, incentivising and grading prosecutors (see also the answers to questions 063-7-1 and Q 119-2).

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

Oui

Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The data regarding the court activity is always used when the means are allocated to the court.

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples

possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :Special Department at the Prosecution Service

Commentaires The Department for Supervision of Prosecutor Activities and Strategic Development at the Office of the Prosecutor General of Georgia.

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X)	()
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires The High Council of Justice studies the reasons of waiting time in courts based on the data submitted by the courts as well as by performing visits on site.

Regarding the monitoring of waiting time, it should be noted that the answer given in 2018 - no - was a technical defect and as indicated in the commentary, the monitoring body is a council that periodically evaluates the periodicity of cases based on information received from common courts.

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Supreme Court of Georgia Address: #32 Br. Zubalashvili street, Tbilisi 0110, Georgia.

Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Prosecution Service of Georgia and National Statistics Office of Georgia.

Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires The common courts provide for the statistics and data regarding the number of judges and administrative staff, the activities of judges including the number of filed, processed and pending cases. The above mentioned data is public.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Prosecution Service of Georgia.

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires The Report of the Prosecutor General is intended for the public. It concerns the results of implementation of the criminal justice policy, assessment of general crime situation in the country, including crime statistics, protection of human rights and freedoms, areas of priority as well as professional training and development programmes for prosecutors.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les

tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

Commentaires Setting individual performance targets for each prosecutor is not a commonly pursued practice under the current performance appraisal system.

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecution Service of Georgia.

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

- []
- NA
- NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser: Self-recusals are included in this response. In particular, when there are grounds for avoidance, the judge is obliged to immediately withdraw, which is an additional guarantee to ensure the principle of impartiality of the judge in the proceedings.

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : According to the Law of Georgia on the Structure, Powers, and Rules of Activity of the Government of Georgia, the sphere of governance of the Ministry is defined by the Statute of the Government of Georgia. The para. p, Article 4 of the Statute the content and scope of the powers in this regard is set out the following: The powers of the Ministry of Justice among others include the development of proposals for the enforcement of judgments of the European Court of Human Rights against Georgia and the promotion of their implementation not only for the violation of the 6th article of the ECHR but also related to all the judgments regardless their matters. See the link below (translation is unavailable): <https://matsne.gov.ge/ka/document/view/2177616?publication=7> The Ministry of Justice of Georgia submits an annual report to the Parliament of Georgia on the enforcement of judgments by the European Court of Human Rights on Georgia. <https://info.parliament.ge/file/1/BillReviewContent/272649>

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires According to the article 423th of the Civil Procedure Code of Georgia, a final judgment may be appealed by an action for retrial due to newly discovered circumstances, if there is a final judgment (ruling) of the European Court of Human Rights establishing that the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and/or of its additional protocols have been violated with regard to this case, and if the decision to be reviewed is based on this violation.

Under the article 310th of the Criminal Procedure Code of Georgia a judgment shall be reviewed due to newly revealed circumstances if there exists an effective decision (judgment) of the European Court of Human Rights that has established that the European Convention

for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, or the Protocols to the Convention, has been violated with respect to that case, and the judgment subject to review was based on that violation.

<https://matsne.gov.ge/ka/document/view/90034?impose=translateEn&publication=106>

<https://matsne.gov.ge/ka/document/view/29962?impose=translateEn&publication=134>

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : High Council of Justice
Supreme Court of Georgia

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
 en matière pénale (infractions mineures)
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
 affaires pénales
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : No

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
 Non



4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	62 044 [] NA [] NAP	94 056 [] NA [] NAP	83 252 [] NA [] NAP	72 848 [] NA [] NAP	15 775 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	52 105 [] NA [] NAP	57 551 [] NA [] NAP	50 141 [] NA [] NAP	59 515 [] NA [] NAP	15 196 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 891 [] NA [] NAP	4 542 [] NA [] NAP	4 227 [] NA [] NAP	2 206 [] NA [] NAP	100 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.3. Autres affaires non contentieuses	1 891 [] NA [] NAP	4 542 [] NA [] NAP	4 227 [] NA [] NAP	2 206 [] NA [] NAP	100 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	8 048 [] NA [] NAP	12 313 [] NA [] NAP	9 234 [] NA [] NAP	11 127 [] NA [] NAP	479 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	19 650 [] NA [] NAP	19 650 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The accounting methodology has changed.

In 2019, compared to 2018, the number of both incoming and pending cases increased, which was further reflected in the 2020 data. In 2020 there was also an added factor of the pandemic and the Government policies against the pandemic which affected the activity of courts.

Despite the fact that the number of incoming cases decreased in 2020 since this number was high in 2018 and 2019 the courts were unable to handle all cases due to the pandemic and with the same number of judges. As a result the number of pending cases increased in 2020. The high number of cases received in previous years (2018 and 2019) has led to the accumulation of cases pending annually, thus increasing the percentage of cases that have not been reviewed for more than 2 years.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. see question 91

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	3 118 [] NA [] NAP	13 717 [] NA [] NAP	12 513 [] NA [] NAP	4 322 [] NA [] NAP	177 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	1 490 [] NA [] NAP	4 470 [] NA [] NAP	4 321 [] NA [] NAP	1 639 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP

2. Infractions mineures	1 628 [] NA [] NAP	9 247 [] NA [] NAP	8 192 [] NA [] NAP	2 683 [] NA [] NAP	87 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
Please see comment under Question 091

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	4 583 [] NA [] NAP	8 857 [] NA [] NAP	8 886 [] NA [] NAP	4 554 [] NA [] NAP	389 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	2 808 [] NA [] NAP	4 119 [] NA [] NAP	4 386 [] NA [] NAP	2 541 [] NA [] NAP	200 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	29 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	1 639 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 110 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 805 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 944 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	189 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	136 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 599 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 666 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	69 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The accounting methodology has changed.

In 2019, compared to 2018, the number of both incoming and pending cases increased, which was further reflected in the 2020 data. In 2020 there was also an added factor of the pandemic and the Government policies against the pandemic which affected the activity of courts.

Despite the fact that the number of incoming cases decreased in 2020 since this number was high in 2018 and 2019 the courts were unable to handle all cases due to the pandemic and with the same number of judges. As a result the number of pending cases increased in 2020. The high number of cases received in previous years (2018 and 2019) has led to the accumulation of cases pending annually, thus increasing the percentage of cases that have not been reviewed for more than 2 years.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	645 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 720 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 619 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	746 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	419 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	806 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	705 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	520 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	226 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 914 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 914 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	226 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The numbers are accurate.



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 223 [] NA [] NAP	3 021 [] NA [] NAP	2 731 [] NA [] NAP	2 513 [] NA [] NAP	107 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 206 [] NA [] NAP	1 629 [] NA [] NAP	1 562 [] NA [] NAP	1 273 [] NA [] NAP	91 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	1 017 [] NA [] NAP	1 392 [] NA [] NAP	1 169 [] NA [] NAP	1 240 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. In 2019, compared to 2018, the number of both incoming and pending cases increased, which was further reflected in the 2020 data. In 2020 there was also an added factor of the pandemic and the Government policies against the pandemic which affected the activity of courts.

Despite the fact that the number of incoming cases decreased in 2020 since this number was high in 2018 and 2019 the courts were unable to handle all cases due to the pandemic and with the same number of judges. As a result the number of pending cases increased in 2020. The high number of cases received in previous years (2018 and 2019) has led to the accumulation of cases pending annually, thus increasing the percentage of cases that have not been reviewed for more than 2 years.

In addition a small number of judges at the Supreme Court has been also a factor:

Small number of judges in the Chamber of Administrative Cases in 2018-2019 (3 judges instead of 9)

Small number of judges in the Chamber of Civil Cases in 2018-2019 (6 judges instead of 12).

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 2587

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	874 [] NA [] NAP	1 014 [] NA [] NAP	1 176 [] NA [] NAP	712 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	354 [] NA [] NAP	472 [] NA [] NAP	567 [] NA [] NAP	259 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	520 [] NA [] NAP	542 [] NA [] NAP	609 [] NA [] NAP	453 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : In 2019, compared to 2018, the number of both incoming and pending cases increased, which was further reflected in the 2020 data. In 2020 there was also an added factor of the pandemic and the Government policies against the pandemic which affected the activity of courts.

Despite the fact that the number of incoming cases decreased in 2020 since this number was high in 2018 and 2019 the courts were unable to handle all cases due to the pandemic and with the same number of judges. As a result the number of pending cases increased in 2020. The high number of cases received in previous years (2018 and 2019) has led to the accumulation of cases pending annually, thus increasing the percentage of cases that have not been reviewed for more than 2 years.

In addition, in 2019, there was only one judge instead of 6 judges in the Criminal Chamber of the Supreme Court.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	580 [] NA [] NAP	1 331 [] NA [] NAP	1 202 [] NA [] NAP	709 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
Licenciement	121 [] NA [] NAP	399 [] NA [] NAP	263 [] NA [] NAP	257 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP
Faillite	146 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP	58 [] NA [] NAP	143 [] NA [] NAP	95 [] NA [] NAP
Vol avec violence	41 [] NA [] NAP	83 [] NA [] NAP	82 [] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	77 [] NA [] NAP	86 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP	98 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP

Commentaires This change may be caused due to Government policies affecting the activity of courts.

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	89 [] NA [] NAP	230 [] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP	210 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	460 [] NA [] NAP	2 156 [] NA [] NAP	2 166 [] NA [] NAP	450 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The Law of Georgia on International Protection (the "Law") regulates the entry into and the stay in Georgia of aliens and stateless persons and who have requested international protection in accordance with this Law. It provides the standards for treatment of aliens and stateless persons; defines the legal status, rights and obligations as well as the social and economic guarantees of asylum seekers, refugees and humanitarian status holders, and persons under temporary protection; the grounds and procedures for granting, terminating, revoking and withdrawing refugee and humanitarian status or the status of a person under temporary protection, and grounds for exclusion from the relevant status; the authorities of state agencies in the field of ensuring asylum procedures. Pursuant to article 47 of the Law any decision made by the Ministry for Internally Displaced Persons from Occupied Territories, Accommodation and Refugees of Georgia (the "Ministry") may be appealed in a court within a month after the issuance of the decision. Pursuant to the Code of Administrative Procedure of Georgia, a refugee, a humanitarian status seeker or an asylum seeker shall have the right to apply to a district (city) court for a refugee or humanitarian status or asylum within 1 month after receiving the refusal for a status. The District (City) Court shall consider the dispute over the issue of international protection or asylum case and send the decision to the parties within two months after submitting the claim to the court. An appeal to annul the decision shall be filed with the court rendering the decision within 1 month after its delivery to the party. The judge shall immediately forward the appeal, together with the case material, to the court of appeals. An appeal shall be considered at the court of appeals within one month after the court admits the appeal. Failure of the parties to appear at the court of appeals shall not hinder considering the appeal. The decision of the Court of Appeal is final. Pursuant to Article 4 of the Law of Georgia on The Legal Status of Aliens and Stateless Persons aliens shall enter and depart from Georgia during the hours established for cross-border movement via border checkpoints if they hold a valid travel document and will obtain a permit to stay in Georgia. An authorized body of the Ministry of Internal Affairs (MIA) of Georgia may, in special cases defined by the Ministry of Internal Affairs, permit an alien to cross the state border of Georgia without a travel document and stay in Georgia for up to three months.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Abus sexuels d'enfants	25 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP	83 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Pornographie infantine	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système :

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1 ^{ère} instance (en jours)	Durée moyenne en 2 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne en 3 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 1 [] NA [] NAP	184 [] NA [] NAP	142 [] NA [] NAP	271 [] NA [] NAP	961 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 30 [] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 1 [] NA [] NAP	126 [] NA [] NAP	123 [] NA [] NAP	187 [] NA [] NAP	709 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 37 [] NA [] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 17 [] NA [] NAP	120 [] NA [] NAP	182 [] NA [] NAP	271 [] NA [] NAP	993 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 52 [] NA [] NAP

Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 52 [] NA [] NAP	525 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	527 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [] NA [] NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 36 [] NA [] NAP	186 [] NA [] NAP	218 [] NA [] NAP	175 [] NA [] NAP	540 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 30 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 56 [] NA [] NAP	263 [] NA [] NAP	215 [] NA [] NAP	164 [] NA [] NAP	604 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 8 [] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Under article 1123 of the Civil Code of Georgia, if there is a dispute between spouses, the divorce shall be obtained through legal proceedings in court. In other cases, the civil registration agency of the Ministry of Justice is authorized to issue decision on divorce. Under article 1127 of the Civil Code of Georgia, a court shall hear divorce cases pursuant to adversary proceedings established by the Civil Procedure Code. The court shall take measures to reconcile the spouses. It may adjourn the hearing and fix a period of a maximum of six months for reconciliation of the spouses. A divorce shall be granted if the court finds that it is no longer possible for the spouses to live together and preserve the family. When delivering a divorce decision, the court shall, if necessary, take actions to safeguard the interests of the minor children and a disabled spouse.

Under article 14 of the Civil Procedure Code of Georgia, divorce cases are heard in the first instance by the magistrate judges.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The length of proceedings on every case is calculated regarding each category, from the date the application to the court is lodged to the date the final judgment is made.

The average length of case review is calculated using the arithmetic mean as follows: The difference (in days) between the closing and entry dates of each case is summed and divided by the number of cases.

The methodology for calculating the average length of proceedings has not changed.



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires During hearing of case on the merits, prosecutor is not authorized to request the application of particular sentence. He/she may express opinion in this regard if he/she wishes so. However, in plea bargain proceedings, pursuant to the agreement with defendant, prosecutor requests, inter alia, the application of a certain sentence. In the latter case, court approves or rejects the prosecutor's motion based on the existing criteria.

According to the legislation of Georgia, only competent authority for application of criminal penalty is a court. In diversion proceedings, prosecutor may divert individual from criminal prosecution if he/she agrees to fulfill the diversion conditions. This process is relevant to the part of the bullet point referring to the power of prosecutor to end the case by negotiating measure without requiring a judicial decision.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [X] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Prosecutors of the Legal Unit of the PSG participate in civil cases related to confiscation of racketeering, illicit and undocumented property as well as in administrative litigations in relation to administrative decisions made by the Prosecutor's Office.

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	<input checked="" type="checkbox"/> [X] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	<input checked="" type="checkbox"/> [X] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	<input checked="" type="checkbox"/> [X] NA <input type="checkbox"/> [] NAP

3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	19 120 [] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	2 795 [] NA [] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	14 037 [] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	1 885 [] NA [] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	403 [] NA [] NAP
3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	1 518 [] NA [] NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	[X] NA [] NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	[X] NA [] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	[X] NA [] NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	7 666 [] NA [] NAP	3 183 [] NA [] NAP	4 483 [] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	5 360 [] NA [] NAP	1 575 [] NA [] NAP	3 785 [] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	2 306 [] NA [] NAP	1 608 [] NA [] NAP	698 [] NA [] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1 Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Apart from passing the qualification exam, candidates are expected to have masters' degree in law and 5 years' experience. Candidates should complete special training course of 16-months duration conducted by the High School of Justice. Candidates participate in a competition announced by High School of Justice. The later requirement does not extend to candidates who are former Supreme Court judges, or former judges with 18 months experience of judgeship. Decision on appointment of the first and second instance judges is made by the High Council of Justice. Supreme Court judges are nominated by High Council of Justice and appointed by the Parliament of Georgia.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The judges of District/City Court and Court of Appeals are appointed by the High Council of Justice. The Supreme Court judges are selected and nominated by the High Council of Justice and elected by the Parliament of Georgia.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	15	8	7
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : Pursuant to Article 64(1) of the Constitution of Georgia, "the High Council of Justice of Georgia – a body of the common courts system – shall be established to ensure the independence and efficiency of the common courts, to appoint and dismiss judges and to perform other tasks." "The High Council of

Justice shall consist of 14 members appointed for a term of 4 years, and the Chairperson of the Supreme Court.” In accordance with Article 47(2) of the Organic Law of Georgia “On Common Courts” eight judge members of the High Council of Justice, of whom at least one member represents a court of every instance, shall be elected by a self-governing body of judges of the common courts of Georgia according to the procedure determined by Organic Law. As regards the election of non-judge members of the High Council of Justice “the Parliament of Georgia shall elect five members of the High Council of Justice of Georgia on a competition basis, by secret ballot, by a majority of less than three-fifths of full composition, under the procedure established by the Rules of Procedure of the Parliament of Georgia. Candidates for membership of the High Council of Justice of Georgia shall be selected from among the professors and scholars working at higher education institutions of Georgia, members of the Bar Association of Georgia and/or the persons nominated by non-entrepreneurial (non-commercial) legal entities of Georgia, upon recommendation of a collegial management body of the organisation concerned. One of the fields of activity of the above non-entrepreneurial (non-commercial) legal entities shall be, for at least the last two years before the announcement of the competition, participation with representative authority in court proceedings. Each of the organisations mentioned above may present a maximum of three candidates for membership of the High Council of Justice of Georgia to the Parliament of Georgia. A member of the Parliament of Georgia, a judge or a prosecutor may not be nominated as candidates for membership of the High Council of Justice of Georgia.”

One member of the High Council of Justice is elected by the President of Georgia on the basis of a competition. This member should meet the same requirements.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : The Qualification Chamber of the Supreme Court.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : In accordance with the Rules of Procedure of the High Council of Justice, for the purpose of ensuring the right to be promoted, also for the purposes of the mobility of judges and efficient use of the experience of the acting judges, the High Council of Justice may, in case of existence of vacancies at the Court of Appeals, determine the number of the vacant positions designated for judicial promotion. The information concerned shall be published on the official website of the High Council of Justice. Any judge of the common courts is entitled to submit an application. The application shall be submitted in writing to the High Council of Justice within 7 days upon the publication of the information on the official website. The High Council of Justice of Georgia reviews the applications and invites the candidates for interview. The High Council of Justice shall appoint a person as a judge of another court, if the candidate is supported by at least 2/3 of the full composition of the High Council of Justice, by a secret ballot.

Based on the decision 1 / 166 of the High Council of Justice of October 19, 2015, an amendment to the Rules of Procedure of the High Council of Justice defined the procedure and criteria for the promotion of a judge.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

Les années d'expérience

[X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

[X] La performance (quantitative)

[] Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

[] Autre(s)

[] Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): A judge may be appointed as a judge of the Court of Appeals, if his/her competence, experience, business and moral reputation is compliant with the high rank of the judge of Court of Appeals and he/she has at least five years' experience of working as a judge of district/city court. While making the decision, the member of the High Council of Justice shall take into consideration the quantitative and qualitative indicators of the judge's performance, the number of ratios of cases considered, the complexity of the cases completed, adherence to procedural time frames of considering cases, adherence to procedural time frames for preparing decision, stability of the decisions, working discipline, reputation of the judge among colleagues, participation of the judge in mentoring and teaching young judges and lawyers, his/her active role in discussing judicial and legal issues, his/her organizational skills, scientific and pedagogical activity, adherence to ethical and professional standards, tendencies of his/her professional growth and etc.

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

[X] Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

[] Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

[] Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

[] Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

[] Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

[] Un modèle mixte (veuillez expliquer)

[] Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : The Parliament elects the General Prosecutor for a term of 6 years. The legislation provides strong safeguards regarding his/her dismissal. The term of office of the General Prosecutor is not renewable.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the legislation of Georgia, the prosecutor is independent in his/her activity and no one has the right to interfere. Respectively, the law prohibits giving specific instructions to prosecutors on whether to prosecute or not. The General Prosecutor has a right to issue written guidelines for prosecutors, inter alia, on application of discretionary power.

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

] principalement par concours (concours ouvert)

] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

] Une instance composée seulement de procureurs

] Une instance composée seulement de non procureurs

] Une instance composée de procureurs et de non procureurs

] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Selection Board of PSG, which is composed of prosecutors and non-prosecutors, is responsible for selection and nomination of prosecutors. The General Prosecutor appoints the candidates nominated by the Selection Board as prosecutors.

The HR Department of PSG is responsible for organisation of selection and appointment process.

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	15	10	5
	<input type="checkbox"/>] NA	<input type="checkbox"/>] NA	<input type="checkbox"/>] NA
	<input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

) Oui

) Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : The decision of appointment may be appealed in court, as part of administrative proceedings.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

) Oui

) Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires On 22 April 2019, the General Prosecutor established a new consultative body, the Career Management, Ethics and Incentives Council. The Council is responsible for the sustainable development of PSG as well as the application of incentives, promotion and disciplinary liability in relation to PSG employees. The Career Management, Ethics and Incentives Council is composed of the following 16 members: the General Prosecutor; the First Deputy General Prosecutor; 3 Deputy General Prosecutors; 8 members of the Prosecutorial Council; the head of the General Inspection Unit; the head of the Human Resources Management and Development Department and the head of the Department for Supervision over Prosecutorial Activities and Strategic Development.

The General Prosecutor promotes the candidates recommended by the Career Management, Ethics and Incentives Council. He/she may

decline the recommended promotion. In this case, the General Prosecutor shall provide the reasons thereon.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- [X] Concours / Examen
- [X] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- [] Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The additional applicable procedures for promotion of prosecutors are as follows:

- Consideration of the matter by the Career Management, Ethics and Incentives Council and its recommended action.
- Issuance of the Order of the General Prosecutor regarding the promotion.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- [X] Les années d'expérience
- [X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- [X] La performance (quantitative)
- [X] Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- [] Autre(s)
- [] Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »): The PSG conducts the performance appraisal of prosecutors once in 2 years, using the special personnel and electronic criminal case management system. The evaluation covers the following areas:

quality of prosecutorial work

workload of prosecutor assessment by a supervisor See additional information in the answer to question 077-1.

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- (X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- () Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Article 63 (6) of the Constitution of Georgia prescribes the rule for appointment of judges of general courts for life tenure. However, before lifetime appointment of a judge, in case of the first appointment, the judge may be appointed for three-year term until 31 December 2024.

As of 2020 there are number of judges in first instance courts, appellate courts and the Supreme Court who are still appointed for 10-years term.

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- [] Pour des raisons disciplinaires
- [] Pour des raisons organisationnelles
- [] Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- [X] Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à

vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :3

Non

Commentaires The High Council of Justice of Georgia is the entity authorized to assess the productivity of the probationary period of a judge appointed for a probationary period; The decision of the High Council of Justice of Georgia to refuse to appoint a judge for life shall be subject to appeal to the Qualification Chamber of the Supreme Court of Georgia in accordance with Article 36(5) of the Organic Law of Georgia on Common Courts.

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu’à l’âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l’âge de la mise en retraite obligatoire :NAP

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : All prosecutors, except for the General Prosecutor, are appointed for an undetermined period. The legislation of Georgia does not stipulate compulsory retirement age. According to the Organic Law of Georgia on Prosecution Service and the Law of Georgia on State Pension, male prosecutors who have reached 65 years and female prosecutors having reached 60 years are eligible for retirement. The retirement in this case is not mandatory. It depends on the will of the person reaching the retirement age. The term of office of the Prosecutor General of Georgia is 6 years. The same person cannot be re-elected for a consecutive term.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n’est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[10]

[] NA

[] NAP

Commentaires As of 2020 there are number of judges in first instance courts, appellate courts and the Supreme Court who are still appointed for 10-years term.

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n’est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

126-1. Est-il renouvelable ? Oui Non NAP**E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**Sources : Prosecutor's Office of Georgia, <https://pog.gov.ge/en>High Council of Justice of Georgia, <http://hcoj.gov.ge/en/>**5.2. Formation****5.2.1 Formation des juges****127. Types de formations proposées des juges :**

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires We provide both compulsory and optional in-service training for specialized judicial functions. The High School of Justice conducts trainings on the basis of in-service training program for judges and other court staff which derives from the annual needs assessment of the state obligations, relevant government action plans, reports of international organizations and NGO-s, etc. Thus, the content of the program varies from year to year. However, some of the general and crucial topics are regularly included in the annual in-service training program of the HSoJ in the context of sustainability of quality training in these fields (e.g. human rights, judicial ethics, juvenile justice, leadership and management, etc.).

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : We provide both compulsory and optional in-service training for specialized judicial functions. In regard to changes in respect of frequency of the in-service training of judges, for example, the "In-service training for management functions of the court, is not provided regularly anymore since majority of judges are already trained and there is no need to hold the trainings regularly anymore. Therefore, trainings are held occasionally, when necessary. Because of Covid-19, mostly trainings were held by online platforms and with the mentioned format does not provide possibility of proposing in-service training for the use of computer facilities in courts.

Although, trainings were held to improve zoom platform utilization. Moreover, video instructions were sent to judges.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)
	<input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)
	<input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : PSG is very active in ensuring the capacity building of prosecutors. Almost every week there is at least one training activity for prosecutors.

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	545 985 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The Professional Development and Career Management Centre of PSG (the Training Centre) is responsible for training of prosecutors. It is a structural body of PSG and does not have a separate budget. The PSG finances the Training Centre through its budget.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. see question 127; 129.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions

publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	40 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	150 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	150 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	298 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	106 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	106 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	159 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Because of the government's policies against covid-19, majority of trainings were held online and, hence, trainings delivered in-person decreased. Also, number of online trainings decreased because some trainings, because of its format could not be held online. In general, year 2020 was a year of adaptation and essential changes. The issue of quantity was solved in 2021.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	1 329 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 003 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juges	88 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 059 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureurs	830 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	651 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	68 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	109 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	192 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	79 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	151 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	105 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Prosecutor's Office of Georgia, <https://pog.gov.ge/en>
High School of Justice, <https://www.hsoj.ge/eng>

5.3.Exercice de la profession

5.3.1Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	11 928 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 540 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 400 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	22 404 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 928 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	72 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 600 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	8 247 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 872 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 208 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 840 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	27 656 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 049 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	87 888 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	73 248 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires PSG is not organised according to the court instances. The position of the Public Prosecutor of the Supreme Court does not exist. Therefore, the salary of the regional prosecutor is indicated in the respective section instead.

Inflation of the local currency in relation to Euro.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. The other benefits are:

Medical insurance for judges and prosecutors; fuel and cell deposit for prosecutors.

Pursuant to the first paragraph of Article 69 of the Organic Law of Georgia on Common Courts, a judge's salary consists of a salary and a supplement. The monthly salary of a judge is determined by the same article of the Organic Law of Georgia on Common Courts, and the supplement is determined by the decree of the High Council of Justice of Georgia on determining the supplement for judges of

common courts.

The remuneration of prosecutors includes salary and bonus (salary increment). The Prosecutor General determines the latter from the allocated remuneration funds, in view of the overtime work and/or additional functions, as well as particularly important responsibilities of a prosecutor. Respectively, bonus falls in the regime of remuneration.

[] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : The Organic Law of Georgia on Prosecution Service allows prosecutors to carry out teaching and research activities, as well as cultural activities. There is no need for obtaining permission for undertaking these activities.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Juges uniquement
 Juges et représentants d'autres professions juridiques
 Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
 Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires The General Inspectorate of the General Prosecutor's Office, which is in charge of conducting administrative investigations into the disciplinary violations, also provides counselling to the interested PSG employees regarding the ethical questions of the conduct of prosecutors. The statistics of such consultations is not kept.

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires The Independent Inspector of the High Council of Justice of Georgia is the only person who has the authority to initiate disciplinary proceedings after 2018 (Article 75(6) of the Organic Law of Georgia on Common Courts).

As for the reasons for initiating disciplinary proceedings, it has not changed since 2018 and still provides the following list: a) a complaint or statement by any person other than an anonymous complaint or statement; b) a report card of another judge, a member of the court or a member of the High Council of Justice of Georgia or an official of the staff on the commission of a disciplinary misconduct by a judge; c) notification of the investigative body (correction of a specific fact, which may contain signs of disciplinary misconduct); d) information disseminated through the mass media, as well as information provided in the report and / or proposal of the Public Defender of Georgia on the commission of an action by a judge, which may be considered a disciplinary violation.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	151 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	20 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[] NA [X] NAP	17 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
4. Autre	131 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Quantitative list of disciplinary violations mentioned in the 131 disciplinary complaints indicated in the column "Other" by the complainant:

- Substantial violation of the term established by the procedural legislation of Georgia by an unreasonable reason - 82;
- Other actions of a judge that do not correspond to the high status of a judge - 21;
- Exercise of judicial power by a judge through personal interest, political or social influence - 20;
- Discriminatory action of a judge, verbally or in any other form, in the exercise of judicial powers, against any person on one ground or another - 7;
- Refusal of the judge to avoid / withdraw the case when there is a clear ground for avoiding the case provided by law - 7;
- Disclosure of the secrets of the meeting - 2;
- Establishment of personal and intensive (friendly, family) relations by the judge directly with the participant in the case under consideration, which leads to the bias of the judge and / or preference for the participant of the process, if he / she had information about the party - 2;
- Pre-disclosure of the result of the case to be considered by the judge, except for the cases provided by the procedural legislation of Georgia - 1;
- Interference by a judge in the activities of another judge in order to influence the outcome of the case - 1.

It should be noted that the amount of disciplinary misconduct varies with the number of complaints, as in some cases the authors of the complaint point to several misconduct.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

Juges	Procureurs

Nombre total (total 1 à 10)	1 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP
1. Réprimande	1 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	[] NA [X] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
8. Démission	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
9. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. The salary deduction was added as one of the types of disciplinary misconduct based on the legislative change of 13 December 2019 (effective from 1 January 2020), namely the reduction of 5% to 20% of a judge's salary for not more than 6 months.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecutor's Office of Georgia.
High Council of Justice of Georgia.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat



146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	4 772 [] NA	2 477 [] NA	2 295 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP

Affaires administratives	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP
---------------------------------	--	--	--

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Civil society organizations may represent a client with disabilities only if they act as special plaintiffs regarding cases related to the persons with disabilities.

According to the civil procedure code of Georgia (article 94) persons who may act as representatives in court also include: Advocates; Employees of state bodies; Municipalities/municipal bodies; Employees of organisations – for cases concerning those bodies and organisations; Organisations with the status of special plaintiff – for cases concerning persons with disabilities; one of the joined parties – under the authorization of the other joined parties; Other persons having legal capacity – only in a court of first instance.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Juvenile Justice; Juvenile rights.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : GBA - Georgian Bar Association (legislative framework and data analysis)

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires According to the civil code of Georgia, lawyers' fees are freely negotiated. In practice, it depends on the case details, lawyers' experience, the work complexity, duration of the proceedings and in the case of property disputes – value and importance

of the disputed subject (cost of claim). According to the ethics code of Georgia (Article 8.8) the procedure of calculation and the rate of lawyer's fees shall be known to and acceptable by client in advance.

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires



157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? specialisation, continuing legal education, quality assurance mechanisms – disciplinary proceedings.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est

intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	32 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	23 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[] NA [X] NAP
3. Délit pénal	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	23 [] NA [] NAP
1. Réprimande	1 [] NA [] NAP
2. Suspension	1 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP
5. Autre	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Total number of disciplinary proceedings initiated are 32 cases ; Breach of professional ethics was found in 23 cases ; Sanctions were used in following cases : Warning – 15 cases, Personal letter of advice – 6 cases, Reprimand of the right to practice law for 6 months – 1 case, Suspension of membership of the Georgian Bar Association – 1 case. In 4 cases was not found breach of professional ethics despite the fact proceedings initiated, in 5 cases proceedings were terminated by the demand of complainant.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Family disputes, labour cases, Inheritance cases, Neighbourhood cases, Shared property cases, Property cases, which are under 20000 Gel by its value, The disputes, which involve the Microfinancial, Bank or Non-bank organizations, electronic contractual issues, if the value of the subject matter is under 10000 Gel, Non-property issues (such as, copyright cases, respect and dignity cases).

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : But, there is the possibility to try online or face-to-face mediation sessions, which is called "informative sessions" with mediators if all parties agree so and also, as mentioned above, there is the mechanism used by the judge - Mandatory Mediation and parties are obliged to participate in mediation sessions.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires pénales	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires Civil and commercial cases, Family cases, Labour cases including employment dismissals, consumer cases. Mediation services are provided by the LEPL Georgian Mediators Association, which has it's own Unified Register of Certified Mediators.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	53 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	102 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Number of court-related mediation: Number of cases for which the parties agreed to start mediation – 39. Comment: There is no analysed information in the following dispute categories: Civil and commercial cases , Family cases, Labour cases including employment dismissal cases and Consumer cases. Number of finished court related mediation – Civil and commercial cases - 102 (2020) and 42 (2021), Family cases – 3 (2020) and 3 (2021), Labour cases including employment dismissal cases – 27 (2020) and 5 (2021). Consumer cases – 2 (2020) and 1 (2021).

Number of cases in which there is a settlement agreement – overall 65%.

a)above mentioned number of cases for which the parties agreed to start mediation – 39, is not total, because the cases for which the Judges frequently order mediation may also include the parties will to voluntarily participate and the statistics of such information may refer to court/judges, rather than the mediation center, furthermore, there is no specific information about the number of cases for which the parties agreed to start mediation by the dispute categories. For the general information, Tbilisi City Court Mediation Center had 102 cases in 2020 and 42 discussed and finished cases in 2021. Currently, there are 19 cases in progress, which includes: Civil and commercial cases, Family cases, Labour cases including employment dismissal cases and Consumer cases.

b)Tbilisi City Court Mediation Center’s statistical information about settlements, untill now, is summarized in the percentage format (which is 65% for overall cases), that is the reason, that we couldn’t provide now the exact numbers with regard to the dispute categories.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

- la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal
- l’arbitrage
- la conciliation (si différente de la médiation)
- d’autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Tbilisi City Court’s mediators (<http://www.tcc.gov.ge/ka/Mediators>)

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d’agents d’exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d’agents d’exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	192 [] NA	111 [] NA	81 [] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	35 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	157 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	72 [] NA [] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat : Not defined by law

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Etat civil	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Cohabitant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Employeur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Véhicule automobile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Biens meubles	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Compte bancaire	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisie conservatoire des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
 Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

- Oui
 Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

8.1.4 Frais



174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
 Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

- Oui
 Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

- Le débiteur
 Le créancier
 Autre – veuillez préciser

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires 1. For enforcement activities as well as the legal advice and technical work related to it, a private bailiff receives a fee - amount, the method of payment and the conditions of which are defined by the agreement made with interested party.

2. The reimbursement of the fee paid or to be paid by the creditor is the obligation of the debtor and it is recovered together with the claim to be enforced. The debtor cannot be obliged to pay a fee more than the maximum amount indicated in the article 38 of this law.

3. From the amounts received by Enforcement Bureau for rendering the auction services to a private bailiff:

a) The fee paid by the creditor within the limits of the maximum amount indicated in the article 38 of this law will be transferred to the creditor. The creditor will also receive the claim recovered.

b) The fee to be paid by the creditor within the limits of the maximum amount indicated in the subparagraph "a" of this paragraph will be transferred to the private bailiff in proportion to the claim recovered.

The amount of fee to be paid related to the matters of monetary levy should not exceed 7% of enforcement request. The fee on the cases of the monetary levy should not be less than 50 GEL.

The fee for the enforcement of the cases on customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty shall be determined as following:

a. Up to 100 GEL on cases of customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty – 25% of the customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty, but no less than 20 GEL;

b. 100-200 GEL on cases of customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty – 20% of the customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty, but no less than 30 GEL;

c. 200-500 on cases of customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty – 10% of the customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty, but no less than 40 GEL

d. 500 GEL and above on cases of customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty – 7% of the customs fee, fine imposed as an administrative sentence, compensation of damages, and/or penalty, but no less than 50 GEL

7. On cases related to monetary levy while presenting the enforcement sheet by an enforcement officer to National Bureau of Enforcement, the fee to be paid should not exceed 2% of enforcement request and should not be less than 50 GEL. The amount paid as a fee shall be returned to the creditor in proportion to the recovered request.

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : http://nbe.gov.ge/index.php?lang_id=ENG

Ministry of Justice of Georgia - National Bureau of Enforcement

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :National Bureau of Enforcement

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The General Inspection of the Ministry of Justice exercises the legal monitoring on the activities of the private bailiffs and the bailiffs of the National Bureau of Enforcement in view of ensuring their compliance with the relevant legislation, based on the information received from applications, complaints, and other kinds of citizens' reports.

The General Inspection identifies activities with possible violations of human rights and other lawful interests of citizens, activities or acts of misconduct, and other unlawfulness committed by the bailiffs of the National Bureau of Enforcement and private bailiffs, and conducts the proceedings respectively.

The PSG General Inspectorate is a competent body for investigating the allegations of corruption and attempts to influence in relation to prosecutors. The report to the General Inspectorate can be made through any possible means of communication, including a written statement, e-mail, hotline and website (mkhileba.gov.ge). Even anonymous reports are acceptable. Notably, under the existing criminalization of corruption, offering a bribe or accepting such an offer is a complete corruption offense rather than the attempt.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

- coût excessif
- défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :
- NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Total number of initiated disciplinary proceedings against private enforcement agents – 2

(unlawful act).

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : According to the law, there are two kinds of sanctions for the private bailiff: warning or cancellation of enforcement licenses.

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The Ministry of Justice

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). The Special Penitentiary Service

National Agency for Crime Prevention, Execution of Non-Custodial Sentences and Probation

National Bureau of Enforcement

Goals of the LEPL - National Agency for Crime Prevention, Execution of Non-Custodial Sentences and Probation of Ministry of Justice

of Georgia include prevention of new crimes, execution of non-custodial sentences, ensuring public safety, and facilitating inmate re-socialization and rehabilitation. The goals of the Agency are fulfilled through offenders' risks and needs assessment, individual sentence planning, electronic monitoring (house arrest), community service, control over offenders, and other non-custodial sentences to support his/her re-socialization and rehabilitation and provision of assistance. The National Agency aims to reduce reoffending by establishing positive relationships with offenders. The Agency contributes to public safety and fair administration of justice. Source: Law `On Crime Prevention, Execution of Non-Custodial Sentences and Probation`; Juvenile Justice Code; the Criminal Code; Law `On Enforcement Proceedings.

<https://matsne.gov.ge/ka/document/view/21610?impose=translateEn&publication=26>

The Special Penitentiary Service is a state sub-agency within the system of the Ministry of Justice of Georgia. The executive bodies of imprisonment and deprivation of liberty are the Special Penitentiary Service and the penitentiary institutions subordinated to it. Source: Imprisonment Code, article 71 <https://matsne.gov.ge/ka/document/view/91612?impose=translateEn&publication=33> According to the law on Enforcement Proceedings, a court judgment of conviction in force delivered against a natural and/or legal person in a criminal case imposing a fine and/or deprivation of property as a measure of punishment is subject to enforcement carried out by the National Bureau of Enforcement.

Besides, the National Bureau of Enforcement is in charge of enforcing a decision of a foreign court, as well as of an International Criminal Court, the enforcement of which is provided for under the legislation of Georgia.

<https://matsne.gov.ge/ka/document/view/18442?impose=translateEn&publication=99>

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- () 80-100%
() 50-79%
() Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	258 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	215 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	258 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	215 [] NA [] NAP

3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser):

Commentaires A notary is appointed to the position by the Minister of Justice. Any capable citizen with higher legal education, who has undergone internship (or has 5 year working experience at specialization) and passed a qualifying examination for notaries can be appointed to the position of a notary.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : Based on the proposal of the Notary Chamber, the Minister of Justice may extend a notary's term of office for no more than 5 years after s/he becomes 65 years old.

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)

- Oui, exclusivement exercée par les notaires
 Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires
 Non
 NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
 Droit de la famille
 Droit des successions
 Droit des sociétés
 Contrôle de la régularité des jeux de hasard
 Protection des personnes vulnérables
 Autres

Commentaires A notary public shall issue a writ of execution on the basis of a matured claim for the enforcement of the payment of monetary indebtedness, the assignment of title to property, also, on the basis of a request, compulsory enforcement against a mortgaged/charged property, if the consent of the parties thereto exists, and the legal consequences of the issuance of a writ of execution are explained in writing by the notary public in a notarial act.

Besides, a notary public may make a public offering of a thing. The public offering of the thing may be made through an electronic auction and/or other electronic means. Forms of public offering, as well as the electronic means used for public offering, shall be determined by the Minister of Justice. On the basis of the right to make a public offering of a thing, a notary public is also authorized to provide a consultation to an interested party.

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
 Dans leurs relations avec leurs clients
 Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
 Registre du commerce
 Registre de l'état civil/ de la population
 Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
 Tout autre registre (veuillez préciser)
 Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaires ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser : Electronic notarial registry

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

Acte électronique

Identification numérique

Archivage numérique

Autre, veuillez préciser

Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

Notariat/ organisme professionnel

Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires The National Archives of Georgia, <https://archive.gov.ge/en>

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation : Major trainings topics conducted for notaries include: German notary law, mediation in the European countries, national legislation on notariat, civil law [including family law, succession law], ethics of notaries, enforcement law, trainings on service standards, etc. The trainings are held through e-learning and seminars along with traditional courses.

II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

Notary Chamber of Georgia, <https://www.notary.ge/eng-57-notary-chamber>

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires The functions of a court interpreter are not regulated by law in detail. However, Article 213 of the Code of Civil Procedure of Georgia stipulates the obligation of the court to explain to the interpreter his/her duties to translate the explanations, testimonies, statements of persons who do not speak the language of the proceedings or have disability which excludes communication with them without sign language, as well as contents of explanations, testimonies, statements, documents published in court, court orders, rulings and decisions. see also comment under Q 200.

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : According to Art. 213 of the Civil Procedure Code, the court shall instruct an interpreter on his/her duty to interpret the explanations, testimonies and statements of persons who have no command of the language of the legal proceedings, and to interpret for these persons the content of the explanations, testimonies, statements, and documents made public in court, as well as the content of court orders, rulings and judgements. The court shall warn the interpreter that he/she shall incur criminal liability for deliberately incorrect interpretation. If an interpreter does not appear before the court without reasonable cause or avoids fulfilling his/her duties, he/she shall be penalised with GEL 50.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires Recruitment and/or appointment for a specific term of office as well as on an ad hoc basis is done by the Department of Common Courts and not by the specific court which conducts a hearing.

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Data received from the High Council of Justice www.hcoj.gov.ge

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. 1. If a judge has no specialized knowledge of a matter related to the case at hand, the court may, on its own initiative, order an expert examination at any stage of the hearing, only if clarification of this matter is essential to deciding the case, and if it is impossible to make a decision without it. In that case, the court shall deliver a reasoned judgement.

2. The parties may arrange expert examination independently from the court. In that case, an expert's report shall be submitted to the court upon filing a claim or during the preparatory stage of the proceedings. When filing a claim (response), the party may request to be allowed a certain period of time for submitting an expert report.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires There is no form of official registration of judicial experts. However there exists a specialized forensic institution - LEPL Levan Samkharauli National Forensic Bureau which was established on November 4, 2004. The Bureau is a government forensic agency, a Legal Entity under the Public Law and its operation is regulated by a government decree and other respective normative acts.

The Bureau provides its services to the state and budgetary agencies; to private, commercial and non-commercial institutions, as well as to physical and legal entities/persons.

The Bureau employs more than 400 qualified professionals, who are consistently trained and updated in various world leading forensic organizations/institutions. see <http://expertiza.gov.ge/>

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organe administratif
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : There is no such institution.

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires NAP

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? Pursuant to Article 166 of the Civil procedure Code of Georgia 1. If an expert of a specialized forensic institution is charged by a court with performing an expert examination, the court shall send to this institution its judgement on the appointment of an expert examination, as well as materials required for the examination.

2. After receiving a court judgement, the head of the expert institution shall entrust the performance of the expert examination to one or several employees of that institution.

3. Under the directions from the court, the head of the expert institution shall instruct the employees charged with performing the expert examination, about the rights and duties of an expert under Article 168, as well as the liability under the Criminal Code of Georgia for avoiding the provision of a report, for refusing to provide a report or for intentionally providing a false report. A signed statement to that effect shall be given by them and shall be submitted to the court along with an expert report.

Pursuant to Article 167 of the Civil procedure Code, if, by order of a court, an expert examination is performed at a non-specialised forensic institution, the court itself shall appoint an appropriate person as an expert. The court shall hand over the judgement on the appointment of an expert examination and all materials required for the performance of the examination directly to the person appointed as an expert. When handing over the judgement, the court shall check an expert's identity, speciality and qualification, instruct the expert on his/her rights and duties under Article 168 of this Code, and warn him/her against the liability under the Criminal Code of Georgia for refusing to provide an expert report, for avoiding the provision of an expert report, or for intentionally providing a false report. All these issues shall be recorded in a court judgement on the appointment of an expert examination; the judgement shall be confirmed by the expert's signature.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : According to article 335 of Criminal Code of Georgia, the coercion of a person by deception, blackmail or other unlawful act by an official or by a person equal thereto to provide an explanation or evidence, or coercion of an expert to provide an opinion, shall be punished by imprisonment for a term of two to five years, with deprivation of the right to hold an official position or to carry out a particular activity for up to five years.

According to Article 365 of the Criminal Code, any threat to kill or to damage the health or destroy the property committed against a prosecutor, investigator, lawyer, expert, enforcement officer, other participant of the legal proceedings or their close relatives, in connection with the investigation, conduct of defense, court hearing of a case or material and/or with the enforcement of a judgement or other court decisions, shall be punished by a fine or imprisonment for up to two years.

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	(X) Oui () Non
Formation continue	() Oui (X) Non

Commentaires There is no continuous training requirement.

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires By Criminal Procedure Code

Article 51 – Experts

1. An expert shall be assigned all rights and obligations of a witness.
2. An expert shall be impartial regardless of the party that has summoned him/her.
3. It shall be impermissible to conduct an expert examination to prove the reliability of a witness.

Article 52 – Rights and obligations of an expert

1. An expert shall have the right to:
 - a) review materials required for expert examination, make notes and copies of the necessary information;
 - b) request the submission of additional materials; take a test sample of a (bullet) casing, a bullet or any other item during the examination; request from the person, who initiated the conduct of an expert examination, additional information required for the expert examination;
 - c) refuse to provide an expert opinion or to continue an expert examination, provided that the questions posed are outside the area of his/her expertise or the materials submitted are not sufficient for providing an expert opinion;
 - d) be present during an investigative action by permission of the person who initiated the expert examination, of an investigator, a prosecutor or a court;
 - e) take part in the examination of evidence relating to the object of expert examination and to the expert examination;
 - f) use scientific-technical means, expert knowledge and experience for the purpose of detection, examination and demonstration of evidence.
2. An expert shall be obliged to:
 - a) include in the expert opinion the circumstance established during the expert examination about which the person who initiated the expert examination, and/or other authorised participants in proceedings have not asked questions;
 - b) safeguard the object of expert examination and return it after the expert examination to the person who initiated the expert examination, unless this object has been fully used up during the examination;
 - c) file for self-disqualification if there are relevant grounds provided for by law.

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui

() Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : This obligation is regulated by Articles 35 and 31 of the Civil Procedure Code and Article 52.2.c of the Criminal Procedure Code.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Librement négocié entre l'expert et les parties	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	(X)	()
Qualité de l'expertise	(X)	()
Autre	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent : The rights and obligations of experts are regulated by procedural law. In case of incorrect report an expert may be subject to prosecution.

According to Art. 51 (2) of the Criminal Procedure Code of Georgia, "an expert shall be impartial regardless of the party that has summoned him/her". Furthermore, Art. 52 (2) of the Criminal Procedure Code defines the obligation of the expert to:

- a) include in the expert opinion the circumstance established during the expert examination about which the person who initiated the expertise, and/or other authorized participants of the proceedings have not asked questions; b) safeguard the object of expert examination and return it after the expert examination to the person who initiated the expertise, unless this object has been fully used up during the examination;
- c) file for self-disqualification if there are relevant grounds provided for by law.

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

() Oui

(X) Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[] Le processus de sélection

[] La formation initiale ou continue

[] Les procédures disciplinaires

[X] NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Ministry of Justice of Georgia
Civil Procedure Code of Georgia
Criminal Procedure Code of Georgia
see also <http://expertiza.gov.ge/>

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-2. Budget

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Selection and appointment of judges of the Supreme Court The constitutional reform of 2017 entitled the HCJ (instead of the President of Georgia) to select and nominate candidates of judges of the Supreme Court before the Parliament. Based on the legislative amendments of 2019, 2020 and 2021 years, the detailed procedure and the criteria for the selection of candidates of judges of the Supreme Court have been prescribed by the Organic law of Georgia on Common Courts. According to the amendments, the decisions of the HCJ throughout the selection process shall be based on the two main criteria of Integrity and Competence. The amendments have determined the obligation of the HCJ to conduct an open recruitment, determine applicants' eligibility, conduct background checks, and interview each candidate individually at a public hearing, in accordance with the principle of equal treatment towards all candidates. Following the interviews, the members of the HCJ evaluate all characteristics of integrity and competence with respect to each candidate. The scores obtained by the candidates, reasoning for these scores, evaluations of each characteristic of integrity

and reasoning of these evaluations shall be published on the webpage of the HCJ together with the identities of the members of the HCJ. The legislative framework allows the candidates with the best results to be presented to the Parliament. In particular, the shortlist of candidates is determined by the HCJ according to their rating, i.e. candidates who have gained the highest scores in competence criterion move to the next stage of selection. Noteworthy, only those candidates are put on the shortlist who gain at least 70% of the total scores available under the competence criterion and at least 10 members of the HCJ consider the candidate to be complying with the integrity criterion. The candidates on the list are then voted individually. The candidate having the best result in competence criterion shall be voted in the first place, while other candidates are voted in sequence based on the same principle. The candidates with at least two-thirds of the members' votes gained via an open ballot are nominated to the Parliament of Georgia. If any of the candidates fails to receive the mentioned majority of votes, the remaining candidates shall not be voted. The nomination, the voting results, the decisions made by the members of the HCJ while voting and reasoning for these decisions shall be published on the webpage of the HCJ. Importantly, a member of the HCJ may render a dissenting opinion in a written form which shall be submitted to the Parliament and shall also be published on the webpage of the HCJ.

Noteworthy, the candidates have the possibility to challenge the decision of the HCJ at any stage of the selection process to the Qualification Chamber of the Supreme Court. Moreover, the amendments have introduced the possibility of a second and final appeal to the Qualification Chamber against the second decision of the HCJ. The nomination is followed by the interviews at a parliamentary committee. Those who receive a majority of votes of the full composition of the Parliament are finally appointed to the Supreme Court.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Law on the Rights of Persons with Disabilities Ministry of Justice elaborated the draft law on the rights of persons with disabilities to the Government of Georgia. The purpose of the legislative amendments was to improve the legal status of persons with disabilities, to create legislative safeguards for the protection of their rights and freedoms, and to reflect the basic principles and values of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities in the Georgian legislation.

The law adopted in 2020, July 28, for the first time is a single legislative act specifying mechanisms for safeguarding the rights of persons with disabilities. The law imposes obligations for the protection of the rights of persons with disabilities on state and administrative agencies, defines the obligations of various bodies to timely prepare action plans for the effective implementation of the law within their competencies in health, education, civil integration, employment, social, political and economic areas, as well as, ensuring PWDs access to all kinds of services.

The law introduces a new personal assistant service. This service is provided by municipalities and is purposed to assist PWDs to live independently. According to the law, municipalities also have other responsibilities: they must support the work of local organizations of persons with disabilities in which they themselves make decisions; They should also facilitate the introduction and development of information-counseling and other support services needed for the independent living of persons with disabilities.

One of most significant novelties of the new law is the approach to be shifted from a medical to a bio-psychosocial model whilst determining the status of a person with a disability. This approach covers a person's disability status and quality together with medical testimony, based on an assessment of his or her actual needs. Besides, the law introduces "Georgian Sign Language" as a means of communicating with deaf and hard of hearing persons in Georgia, and obliges the state to recognize it and to create all necessary preconditions for its proper use by those who need it.

The law also provides for regulations to ensure complete access to litigation for persons with disabilities. in this respect it is noteworthy that a "special plaintiff" institute is set up. Any organization with this status is able to defend the rights of persons with disabilities in court without any obstacles or additional powers.

A 15-year unified government strategy is being developed to establish real guarantees for the rule of law respectively. Based on the strategy, state agencies should develop action plans and take all necessary measures to fully meet their obligations during the same period consistently. In addition, an interagency coordination committee responsible for the implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities was set up at the governmental level. The law pays particular attention to public awareness-raising measures to increase the protection of the rights and dignity of persons with disabilities in the public and to create an environment free of discrimination and stereotypes. In conclusion, it should be mentioned that as a result of the constitutional changes implemented in 2018,

guarantees for the protection and recognition of the rights of persons with disabilities were directly declared by the Constitution. According to the article 11, para. 4 of the Constitution, the State shall create special conditions for persons with disabilities to exercise their rights and interests.

The action plan of the system of the Ministry of Justice was adopted on March 30th, 2021. It includes 4 strategic goals: •Further harmonization of Georgian legislation to UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities; •Increased access to the services within the system of the Ministry of Justice;

•Further adaptation of infrastructure of system of the Ministry of Justice;

•Protecting rights of prisoners with disabilities, considering their specific needs. Each of these strategic goals consists of additional tasks, baselines and indicators of their fulfillment.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The constitutional reform of 2017 entitled the HCJ (instead of the President of Georgia) to select and nominate candidates of judges of the Supreme Court before the Parliament. Based on the legislative amendments of 2019, 2020 and 2021 years, the detailed procedure and the criteria for the selection of candidates of judges of the Supreme Court have been prescribed by the Organic law of Georgia on Common Courts. According to the amendments, the decisions of the HCJ throughout the selection process shall be based on the two main criteria of Integrity and Competence. The amendments have determined the obligation of the HCJ to conduct an open recruitment, determine applicants' eligibility, conduct background checks, and interview each candidate individually at a public hearing, in accordance with the principle of equal treatment towards all candidates. Following the interviews, the members of the HCJ evaluate all characteristics of integrity and competence with respect to each candidate. The scores obtained by the candidates, reasoning for these scores, evaluations of each characteristic of integrity and reasoning of these evaluations shall be published on the webpage of the HCJ together with the identities of the members of the HCJ. The legislative framework allows the candidates with the best results to be presented to the Parliament. In particular, the shortlist of candidates is determined by the HCJ according to their rating, i.e. candidates who have gained the highest scores in competence criterion move to the next stage of selection. Noteworthy, only those candidates are put on the shortlist who gain at least 70% of the total scores available under the competence criterion and at least 10 members of the HCJ consider the candidate to be complying with the integrity criterion. The candidates on the list are then voted individually. The candidate having the best result in competence criterion shall be voted in the first place, while other candidates are voted in sequence based on the same principle. The candidates with at least two-thirds of the members' votes gained via an open ballot are nominated to the Parliament of Georgia. If any of the candidates fails to receive the mentioned majority of votes, the remaining candidates shall not be voted. The nomination, the voting results, the decisions made by the members of the HCJ while voting and reasoning for these decisions shall be published on the webpage of the HCJ. Importantly, a member of the HCJ may render a dissenting opinion in a written form which shall be submitted to the Parliament and shall also be published on the webpage of the HCJ.

Noteworthy, the candidates have the possibility to challenge the decision of the HCJ at any stage of the selection process to the Qualification Chamber of the Supreme Court. Moreover, the amendments have introduced the possibility of a second and final appeal to the Qualification Chamber against the second decision of the HCJ. The nomination is followed by the interviews at a parliamentary committee. Those who receive a majority of votes of the full composition of the Parliament are finally appointed to the Supreme Court.

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-7. Parité hommes/ femmes

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Company law reform - New draft law on entrepreneurs Within the framework of the Private Law Reform Inter-agency Council, a new draft law of Georgia on Entrepreneurs had been processed, which aims to strengthen the role and purpose of law in entrepreneurial relations. For this reason, several articles are introduced, which, on the one hand, strengthens the principle of charter autonomy and on the other hand performs some sort of supervisory function in the process of using such autonomy.

The draft law introduces dispositive provisions, through which the parties have the opportunity to better regulate corporate relationships and besides, in case of the absence of appropriate regulations in the charter, there will be a proper standard-setting basis, to avoid the legislative vacuum, which nowadays prevents the participants of this relationship and the court to duly review and resolve the case. Also, the draft law comprises the articles of the relevant EU regulations envisaged by the Association Agreement between Georgia and the European Union and its annexes and through this, aims to fulfill the obligations under the Association Agreement and Association Agenda.

The key principles of the law are as follows:

- The draft law defines "entrepreneur" and the activities that are not considered as entrepreneurial activities and then provide regulations related to the establishment of entities and the registration of individual entrepreneurs.
- To register entrepreneurship is necessary to submit a combined document, which is called an "incorporation agreement" according to the draft law. The founding document includes the articles of a charter and other information prescribed by law.
- The principle of publicity of data-related charter holding at the Registry and mandatory disclosure is enshrined in the draft law.
- Also, the functions and powers between the head/representative and supervisory bodies of the entity are given;
- All the issues related to the conflict of interest are clearly articulated, which currently has been regulated in a way that complicates establishing uniform case law so far.
- Besides, the concepts of contributions and subscribed capital are explained, as well as the procedures related to the transformation and liquidation of the entrepreneurial entity. The specific part of the draft includes detailed rules related to the functioning of each entrepreneurial entity such as open partnership, limited partnership, limited liability company, joint-stock company, and cooperative.
- It should be noted that the new draft law exhaustively sets the rules for accounting, reporting, and auditing by enterprises, which triggers more transparency regarding all kinds of entrepreneurial activities and economical transactions.

The Parliament of Georgia adopted the new draft law on Entrepreneurs in the first reading on May 28, 2021.

Insolvency proceedings reform

Law on Rehabilitation and the Collective Satisfaction of Creditors' Claims

Having learned various insolvency systems and considering international best practices, a new draft law on insolvency proceedings had been prepared. The law entered into force in September 2021 fundamentally differs from a previously existing law of Georgia on Insolvency Proceedings, by introducing new mechanisms and making the process more flexible and efficient, providing adequate

protection of creditor rights, timely and efficient insolvency processes, and an effective rehabilitation framework in line with best international standards.

The main advantages of the new law are the following:

- Incentives for the rehabilitation of a debtor are provided by the law, such as introducing debtor in possession institution, the possibility of conversion of the bankruptcy proceeding into rehabilitation, suspension of a hearing a bankruptcy application until the decision on a rehabilitation application is made, etc.
- United Registry of insolvency practitioners has been established ensuring the high level of professionalism of case managers;
- The rights and responsibilities of case managers are prescribed by the law in detail to avoid vague and non-uniform practice etc.
- Participation of all creditors, including unsecured creditors, are ensured while voting on significant decisions for the company; •A certain amount of the claims of employees are given preference in satisfaction to other unsecured creditors;
- Flexible tools of selling insolvency property as an alternative to an auction will be provided by the law;
- A voluntary arrangement mechanism are introduced as a means of an out-of-court resolution of disputes etc.

Singapore Convention on Mediation

In August 2019 Georgia signed “The United Nations Convention on International Settlement Agreements Resulting from Mediation” (“the Singapore Convention on Mediation”). The Convention aims to create a unified and harmonized legal framework for the application and enforcement of international settlement agreements resulting from mediation. The convention is a legal instrument for facilitating international trade and promoting mediation as an alternative mechanism of resolving disputes. The Singapore Convention will promote the development of international trade and business relations, allowing the disputing parties to invoke and enforce the settlement agreements resulting from mediation in the member states of the Convention.

The Parliament of Georgia ratified the Convention and provided certain legislative amendments. The rules related to the recognition and enforcement of international mediation settlement have been determined. The changes will facilitate the development of mediation in Georgia as an alternative dispute resolution mechanism, ensuring the possibility of enforcing international mediation arrangements within the Georgian legislative framework. Hague Conventions In order to improve the cooperation of courts in civil and business cases, to simplify the rules and procedures of mutual legal assistance among countries and to settle civil and commercial disputes in a timely and effective way, the Hague Conventions of 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters and on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters of 1970 were ratified by the Parliament of Georgia. Due to ratification all the relevant legislative changes were submitted to the Parliament.

To fully implement the 1965 Convention, the Ministry of Justice has developed amendments to the Civil Procedure Code of Georgia (adopted on March 30, 2021), which will fulfill the preconditions set by the Georgian legislation for accession to the Convention. A process of cross border legal assistance among Georgia and the other relevant states shall ensure improved cooperation between Georgian and foreign courts and other competent authorities in civil or commercial matters and facilitate the timely and effective resolution of civil/commercial cases.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : New Enforcement Code

The main reason for the drafting of the Code of Enforcement is the absence of uniform, systematized legal documents in this field and the necessity of unification of the so-called mixed system. The Code of Enforcement establishes a completely new system. The draft law abolishes the institutes of the private bailiff and the bailiff of the National Bureau of Enforcement and instead of them sets up the Chambers of Bailiffs, where all bailiffs will be united under common regulations. The purpose of the draft law was to create a new, efficient system of enforcement, to simplify the enforcement proceedings, as well as to improve the existing services both - in the process of enforcement and beyond it and to offer the new services to the customers. In addition, the aim of the draft law is the maximum approximation and harmonization of the Enforcement Legislation of Georgia with the legislation of the European Union countries. •The new draft law (adopted by the Parliament at first reading in 2021, May 28) regulates the entire process of enforcement of enforceable documents;

- All kinds of the arrangement and activities of the Chamber of the Bailiffs of Georgia are determined; •The separation of the functions

between the bailiffs of the National Bureau of Enforcement and private bailiffs will be abolished;

•As for the individual bailiffs, the jurisdiction of their activities will be determined upon appointment;

•Relevant Enforcement cases between bailiffs in the area of action will be distributed through an electronic distribution system. The National Bureau of Enforcement will retain its status within the Ministry of Justice as a legal entity of public law. The core power of the NBE will be to carry out the supervision on the activities of bailiffs in disciplinary, economic, and legal directions and provide the bailiffs all services necessary for enforcement activities in return for the relevant fee.

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : ADR reforms

Recently much work was done to develop ADR mechanisms in Georgia. The legislation on arbitration came in full compliance with `UNCITRAL` Model Law and best practice. In December 2018 Georgia signed a Memorandum of understanding with International Court of Arbitration (ICC) according to which the parties will be exploring dispute resolution market in the region to encourage developing regional Arbitration Hub in Georgia. New Law on Mediation

In Georgia courts are overburdened with vast caseload. Mediation is thought to be one of the solutions to this problem. Through mediation, specially trained neutral experts help people solve their civil disputes in a fast and efficient manner without entering into lengthy and costly judicial proceedings. Now the time has come to institutionalize and expand mediation based on Georgian traditions, modern needs and international experience. European Union and UNDP, along with other international donors, have actively supported this process. Georgia already has a brand new `Law on Mediation` which will enter into force from January 1st, 2020. Key Objectives of the Legislative amendments were:

- Developing mediator's profession
- Setting up a strong and credible institutional framework for self-regulation of mediators
- Creating balanced supply and demand in mediation market
- Encouraging the resolution of disputes using mediation
- Reducing the existing backlog of cases in courts.

The Law applies to:

-Court-annexed mediation – a mediation process which takes place after a lawsuit is lodged with the court, when the court hands the case over to a mediator under the Civil Procedure Code. -Private mediation – an out-of-court mediation process which takes place based on a mediation agreement between the parties. The list of disputes subject to `mandatory mediation` in court has been expanded (labor disputes, property-disputes up to 20000 GEL (nearly 6000 Euros), some minor disputes with commercial banks on loan agreements, etc.). Each district (city) court and court of appeal will be obliged to implement and develop court-annexed mediation programs. Besides, If there is a mediation agreement between the parties, the court will not hear the case until the conditions agreed to in the mediation agreement are fulfilled. If there is no mediation agreement and any party refuses to resort to mediation, the judge:

- at a preparatory hearing, or

- through a phone conversation or video conference with the parties -

will be obliged to find out the reasons of such a refusal and explain to the parties the advantages and legal consequences of mediation. A settlement agreement resulting from mediation may be subject to enforcement via court. The Association of Mediators is established as a legal entity of public law which will be in charge of regulating and developing mediator's profession.

208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In 2018, under the concept of `small government`, which was part of the Georgian government program, the functions and powers of the Ministry of Corrections and Probation of Georgia were transferred to the Ministry of Justice of Georgia and the Ministry of Justice of Georgia was considered the legal successor of the Ministry of Corrections and Probation.

According to the law of Georgia On changes to the Law of Georgia `On the Structure, Powers and Rules of Activity of the Government of Georgia` and the Law of Georgia `On changes to the Code of Detention` the Ministry of Corrections and Probation of Georgia was merged with the Ministry of Justice of Georgia and a state sub-agency - Special Penitentiary Service - operating within the system of the Ministry of Justice of Georgia was established. The scope of tasks and powers of the Special Penitentiary Service include: organizing the execution of imprisonment and deprivation of liberty under the rules determined by the legislation of Georgia, unified management of penitentiary institutions and ensuring their proper functioning; Protection of the rights of accused/convicts placed in penitentiary institutions; Within the scope of competence, prevention of new crimes and re-socialization-rehabilitation of convicts.

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In September 20, 2019 the Code of the Rights of the Child was adopted. It went into effect on September 1, 2020.

The Code is based on a key principle: All legislative and administrative procedures should be developed and implemented with the primary consideration given to the best interests of the child. The Code defines best interests as “the interests of the child to well-being, safety, healthcare, education, development, social, moral and other interests which are given a priority by parents in accordance with this Code, the Constitution of Georgia, UN Convention on the Rights of the Child, its Optional Protocols and other international treaties as recognized by Georgia, assessing and considering the individual characteristics of the child and his/her views.”

The Code will guide how all state agencies, local government bodies, other administrative bodies and the Common Courts as well as public and private organizations work with and for children. In practice, that means that it provides legal guarantees that make it easier for children to independently exercise and protect their rights through child-friendly justice institutions and other mechanisms. The Code will fundamentally change how Georgian law treats children. Noteworthy new mechanisms—such as the Standing Parliamentary Council for Protection of the Rights of the Child—will be introduced to ensure systematic and coordinated work during the process of establishing the state policy on the rights of the child, improving the legislation, budgeting and parliamentary monitoring. The Code also envisages the creation of specific child rights protection and implementation mechanisms. For instance, it introduces a child-friendly justice system and creates a state system that ensures the welfare and safety of all children. The Code introduces family support programmes and completely bans corporal punishment in all settings. With its passing, the Code makes Georgia the 58th country in the world to completely prohibit corporal punishment.

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :